
La Révolution française hors de France : quelques perspectives de recherche sur l'historiographie italienne entre XIX^e et XX^e siècle

The French Revolution outside France: Some Research Perspectives on Italian Historiography between the 19th and 20th Centuries

Antonino De Francesco



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ahrf/861>

DOI : 10.4000/ahrf.861

ISSN : 1952-403X

Éditeur :

Armand Colin, Société des études robespierristes

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2003

Pagination : 105-118

ISSN : 0003-4436

Référence électronique

Antonino De Francesco, « La Révolution française hors de France : quelques perspectives de recherche sur l'historiographie italienne entre XIX^e et XX^e siècle », *Annales historiques de la Révolution française* [En ligne], 334 | octobre-décembre 2003, mis en ligne le 08 décembre 2009, consulté le 01 juillet 2021. URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/861> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ahrf.861>

Ce document a été généré automatiquement le 1 juillet 2021.

Tous droits réservés

La Révolution française hors de France : quelques perspectives de recherche sur l'historiographie italienne entre XIX^e et XX^e siècle

The French Revolution outside France: Some Research Perspectives on Italian Historiography between the 19th and 20th Centuries

Antonino De Francesco

- 1 Il est traditionnel de souligner le rôle décisif de la France dans la formation de l'unité italienne... Il n'en demeure pas moins qu'au lendemain de l'unification, à un moment où, les démocrates largement battus, le pouvoir n'appartenait plus désormais qu'aux modérés, le lien du mouvement national italien avec le puissant voisin s'est vu de plus en plus critiqué. Après Sedan, l'alliance avec l'Allemagne ouvre aux nouvelles élites libérales, la possibilité de revenir sur le passé récent et offre l'opportunité de se distinguer de la France en relativisant l'importance du soutien précédemment reçu du Second Empire ¹.
- 2 Dans la seconde moitié du XIX^e siècle, emboîtant le pas de ses élites, l'historiographie italienne a souvent revendiqué l'indépendance du processus politique qui s'était opéré dans la péninsule par rapport à l'appui venu de la France impériale. Il va de soi que le refus du « second » bonapartisme ne pouvait qu'accompagner celui de la période napoléonienne, considérée comme une époque de minorité politique. Aussi, sous la plume des libéraux italiens, le *Risorgimento* représentait-il une voie autochtone, nationale, originale, de la création d'un État unitaire dans la péninsule. Tous leurs travaux cependant n'impliquaient pas que la culture politique du *Risorgimento* s'était débarrassée des spectres du bonapartisme et que le mouvement national, à son tour, ne se référait plus à l'exemple de la France. Au contraire, l'acharnement persistant de bien des historiens dans le refus de la tradition révolutionnaire a contribué à prouver que

tout au long du XIX^e siècle cette tradition avait concouru, de façon déterminante, à l'élaboration de nouvelles convictions radicales, dans le panorama de l'Italie unie.

- 3 Il existe donc plusieurs moyens de penser la culture politique transalpine au XIX^e siècle par rapport à la Révolution française : d'une part, l'examen d'une gallophobie évidente fournit des informations sur le soudain revirement politique que certains groupes patriotiques furent contraints d'opérer après la chute de Sedan ; par la suite, ceux-ci furent même obligés de prendre leurs distances face aux dysfonctionnements de la Troisième République naissante ; d'autre part, l'étude des attentes, nourries par la tradition révolutionnaire, révèle malgré tout la persistance d'un lien profond entre la France et l'Italie, et permet de souligner la contribution importante que les cercles démocratiques apportèrent afin de s'opposer à la lecture conservatrice du *Risorgimento*. Finalement, l'étude des réactions à la Révolution française, dans la culture politique italienne des XIX^e et XX^e siècles, permet de mieux appréhender les termes dans lesquels, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, la nouvelle historiographie a fait des années 1796-1799, dites du *Triennio* jacobin, le moment fondateur de l'Italie moderne, en rejetant tout autant le schéma interprétatif fasciste que ceux de l'Italie libérale.
- 4 La perspective s'affine encore, si l'on considère les bornes chronologiques du premier centenaire de la Révolution française, en un temps où les rivalités commerciales et coloniales avaient déclenché de fortes tensions entre la France et l'Italie, et de la fin de la Seconde Guerre mondiale, quand l'effondrement du fascisme marqua la conclusion d'une lecture nationaliste du *Risorgimento*. Cette dernière était apparue, – et ce n'est pas un hasard – en 1889, avec la parution d'un travail resté inachevé, du grand romancier Alessandro Manzoni, sous le titre de *La Révolution française de 1789 et la Révolution italienne de 1859*.
- 5 Maintes fois rééditée, l'œuvre proposait une lecture de la Révolution nationale tout à fait opposée à celle de l'exemple français. Manzoni faisait du modérantisme et du refus de la logique insurrectionnelle, autant de points de force du mouvement national qui avaient abouti à l'unité et à la liberté de l'Italie. Son but consistait à proposer le *Risorgimento* sous l'angle d'un mouvement libéral qui avait réussi à se distinguer aussi bien des violences de la France révolutionnaire que de l'autoritarisme de la France impériale : il s'agissait, d'un point de vue idéologique, d'une image forte que certains, à l'occasion de 1848, avaient créée, et que d'autres encore, après Manzoni, remanièrent pour présenter la période napoléonienne, en Italie, sous la forme la plus négative qui soit.
- 6 L'étude de ce refus italien de la Révolution française ne manque pas de soulever de nombreuses interrogations, car travailler sur la gallophobie équivaut à réfléchir sur un préjugé culturel qui, de ses origines, placées sous le signe d'un prudent libéralisme, à sa conclusion, toute imprégnée d'un nationalisme fasciste et clérical, a manifesté la persistance de sa durée et la grande capacité de sa diffusion ². Ici, en revanche, il apparaît plus important de souligner comment, durant ces mêmes années, a pris forme et s'est maintenue une interprétation favorable à la tradition politique de la France, qui ne comportait point de serments d'allégeance au voisin – l'héritage jacobin centralisateur était d'ailleurs repoussé –, mais qui révélait l'adhésion sincère aux valeurs de la démocratie représentative dans son expression politique.
- 7 Ces prises de positions et ces interprétations demeurent encore largement méconnues... Pour des raisons idéologiques, l'historiographie italienne de la seconde moitié du XX^e siècle, tout en insistant certes sur le lien entre Révolution et *Risorgimento*,

a surtout privilégié l'expérience politique jacobine, excluant du champ démocratique tous ceux dont les traits de ressemblance avec le « fédéralisme girondin » ne pouvaient provoquer une quelconque sympathie. La « nouvelle historiographie italienne », en concentrant son étude de l'expérience républicaine dans le seul robespierrisme, a donc sous-estimé, d'une part, l'ampleur d'une culture démocratique « a-robespierriste », dans l'Italie du *Triennio*, et d'autre part, mésestimé la réflexion sur la tradition révolutionnaire que les cercles républicains avaient entretenue tout au long du XIX^e siècle ³. Il s'agit là d'un silence lourd de conséquences, car l'occultation de la voix des historiens favorables à la tradition démocratique, bien qu'opposants au jacobinisme centralisateur, a longtemps empêché de comprendre un aspect original de l'apport historiographique italien à la Révolution dans sa dimension européenne.

- 8 Afin de reprendre en main ce dossier et de mener à bien cette enquête sur la filiation que les républicains italiens du XIX^e siècle établirent entre *Risorgimento* et Révolution française, il paraît tout d'abord opportun de revenir sur les coordonnées politiques de la culture démocratique au lendemain de l'unité de la péninsule. La démocratie, sortie vaincue de la lutte politique pour l'unification, gardait de profondes réticences à l'égard du Royaume d'Italie. Elle s'opposa donc à la centralisation administrative que le nouvel État unitaire, suivant en cela l'exemple du Second Empire, avait mis en place. Il s'agissait là d'une opposition née à l'occasion de la Révolution de 1848. Nombreux furent alors ceux qui, s'écartant de Mazzini, lui reprochèrent le dogme jacobin de l'unité et de l'indivisibilité de la République. Cette opposition, maintenue dans le refus de l'alliance entre la France impériale et le Piémont, prit toute son ampleur à l'occasion de la création de l'État unitaire. Cet écart ne fit que croître au lendemain de 1870, quand l'amitié envers la Troisième République fit disparaître pour la plupart des républicains italiens, l'interdit de critiquer le renouvellement de l'État français, après la chute de Napoléon III.
- 9 Ainsi, en 1881 encore, le républicain Alberto Mario tenait des propos sévères contre Gambetta, dont le projet politique lui paraissait être « une république sans articulations, un art sans idéal, une littérature sans esthétique [et donc] un jacobinisme bourgeois... » ; d'où la conclusion suivante : « Nous sommes reconnaissants à Gambetta de ce que la République existe. Nous exprimons le vœu que Gambetta soit le dernier des Jacobins : le Romulus Augustule. Et s'il est le dernier, l'étoile girondine réapparaîtra » ⁴.
- 10 Ce rejet du jacobinisme qui consistait à établir un rapport d'équivalence entre Gironde et fédéralisme républicain, était le fruit de la spécificité de la lutte politique en Italie, où les opposants à la monarchie contestaient la dimension centralisatrice et autoritaire du nouvel État et en dénonçaient la filiation directe avec le modèle napoléonien. C'est ainsi qu'à la chaîne Ancien Régime – Révolution – Jacobinisme – Empire des Français – Bonapartisme (dont le royaume d'Italie ne constituait que le dernier des maillons), les républicains avaient le souci d'opposer une autre tradition – celle-ci illustrée en Italie par les personnalités de Carlo Cattaneo et Giuseppe Ferrari ⁵ – qui, du fédéralisme girondin menait au fédéralisme démocratique et social du XIX^e siècle.
- 11 La lecture de Tocqueville apportait objectivement une contribution de grande importance à cette ligne politique. Toutefois, c'est l'œuvre de Quinet, particulièrement appréciée en Italie, qui devait avoir une répercussion encore plus grande. Elle fut notamment citée à plusieurs reprises par Carlo Tivaroni, dont sa *Storia critica della Rivoluzione Francese* qui ouvrait la phase de l'historiographie italienne moderne sur la Révolution. En effet, Tivaroni introduit une différence profonde entre les républicains,

distinguait ceux qu'il appelle « démocrates autoritaires » (les Jacobins) par rapport à ceux qu'il définit comme « démocrates libéraux » (les Girondins) ; et il prend souvent soin de rappeler comment pouvait exister entre leurs programmes respectifs, « le gouffre qui sépare le libéralisme du despotisme » ⁶. Aux premiers qui, systématisant dans l'urgence le centralisme de l'Ancien Régime, permirent finalement la centralisation des Premier et Second Empire, se seraient opposés ceux qui, n'étant pas fédéralistes – à ce propos Tivaroni reproche à Alberto Mario d'attribuer aux Girondins le programme de Proudhon ⁷ –, fondaient la liberté politique sur le développement des autonomies locales ⁸. La conclusion s'impose : selon Tivaroni, l'épisode de la Commune avait présenté, une fois de plus, la dimension prévaricatrice de la capitale par rapport à la province et imposé à la France républicaine une profonde réflexion sur le legs politique de la démocratie française au XIX^e siècle. C'est pourquoi il pouvait terminer ainsi ses considérations sur la France au lendemain de la chute de Napoléon III : « C'est toute une école, c'est toute une doctrine, c'est tout un organisme, qui sont à refaire [...] Seule la Troisième République [...] peut [en] assumer la charge. C'est dans la Gironde, et dans la Gironde seulement, qu'elle fondera sa tradition » ⁹.

¹² Somme toute, l'œuvre de Tivaroni se proposait de traduire en termes historiographiques, la ligne politique de la gauche italienne au lendemain de la révolution de la Commune, et l'argumentation était construite sur le refus de la Terreur et de la violence révolutionnaire, définies comme une maladie qui avait affaibli le corps républicain tout au long du XIX^e siècle ¹⁰. Ceci explique pourquoi, dans son rejet de l'année 1793, Tivaroni, partisan d'une démocratie politique opposée à la tradition jacobine, s'autorisait à penser que Taine lui-même, avec sa farouche critique de la violence révolutionnaire, pouvait rejoindre ses positions. En quête de légitimation historique, Tivaroni, sous une forme contradictoire, inversait en effet le sens des critiques de Taine : à son avis, dans les pages du grand historien, c'est finalement la violence jacobine seule qui se trouve dénoncée. Ce constat lui permettait, d'une part, de dénoncer 1793 et la centralisation qui s'ensuivit, et, d'autre part, de sauver les premières années de la Révolution ¹¹. Plus qu'un escamotage de circonstances, la lecture de Tivaroni, d'une manière contradictoire, révèle l'existence d'une réflexion sur Taine, à gauche, et exprime l'influence que les écrits de ce dernier purent avoir en Italie, parmi les opposants républicains à l'État libéral. L'affaire est d'autant plus importante, qu'elle nous permet de mieux comprendre le sens des positions anti-révolutionnaires soutenues par Cesare Lombroso et par son disciple le plus brillant, Guglielmo Ferrero.

¹³ En effet, en 1896, Lombroso, dans une intervention très critique à l'égard de la politique du gouvernement italien, citait Taine à plusieurs reprises et soulignait l'inutilité de la Révolution française, dont les retournements radicaux avaient empêché « la lente évolution des classes », soutenu l'explosion de la violence, instauré la politique de la répression et livré le pouvoir à une bande organisée, les Jacobins, qui avaient, selon lui, dominé la France entière sans que des millions de citoyens ne puissent parvenir à s'en rendre compte ¹². Au cours de cette même période, la critique acerbe contre le Piémont – l'État le moins italien et le plus influencé par le modèle napoléonien – permettait à Guglielmo Ferrero d'émettre l'opinion selon laquelle l'Italie, unie par l'initiative politique du roi de Turin, n'était qu'un petit État bonapartiste. Sous sa plume, Napoléon devenait « le fondateur du nouveau césarisme bourgeois [...] et [...] le plus funeste des Jacobins, celui qui dépouilla le Jacobinisme des mensonges sentimentaux [...] L'État qu'il fonda n'était autre que l'État du césarisme démocratique auquel les Jacobins

avaient rêvé, l'État [...] larron et mécène, tout à la fois, spoliateur et dispensateur d'aumônes [...] prêt à] maintenir une brillante oligarchie de parasites se regroupant autour du pouvoir : soldats qui font des guerres inutiles et conquièrent d'inutiles colonies ; employés payés à ne rien faire ; financiers qui volent des millions dans les caisses de l'État [...] hommes de lettres, scientifiques, artistes, entretenus par l'argent public ; un régime installé sur quatre piliers : une rhétorique élaborée du patriotisme et de la gloire militaire ; un système colossal de mendicité, axé sur l'État ; une bureaucratie capricieuse et tyrannique ; une énorme corruption politique »¹³.

- 14 Bref, dans cette Italie de la fin du XIX^e siècle, dominée par une crise sociale et politique dont l'intervention de l'armée contre les ouvriers de Milan n'a représenté que la face la plus sanglante, la réflexion sur la Révolution française, influencée par les événements contemporains, favorisait les dissensions politiques entre le Nord ouvrier et le Midi paysan (les *due Italie*) et induisait des révisions profondes du passé italien¹⁴. À Naples, en 1899, les cercles patriotiques et libéraux, dirigés par Benedetto Croce, proposaient les célébrations du centenaire de la République napolitaine comme première manifestation du *Risorgimento*¹⁵. Il est vrai que le bilan de l'année 1799 était fort critique, mais la faillite des patriotes n'empêchait pas à Croce d'imposer la République Napolitaine comme un épisode clé pour comprendre le mouvement national au XIX^e siècle et ne remettait nullement en question sa filiation avec la Révolution française. Il rappelait toutefois que le *Risorgimento* avait réussi parce que, se différenciant de la démocratie républicaine de 1799, le mouvement national avait ouvertement renoncé à la prétention de s'imposer par l'extrémisme politique.
- 15 C'est pourquoi dans le nord de l'Italie, radicaux et socialistes, s'écartant de l'interprétation de Croce, valorisaient les rapports entre *Risorgimento* et « saison » napoléonienne, dans le but de délégitimer le processus de formation de l'unité nationale, conçue comme un bloc à l'intérieur duquel modérantisme et conservatisme étaient indissociablement liés¹⁶. Il va de soi que cette dichotomie au cœur de la culture politique italienne fin de siècle, reflétait la confrontation entre un idéalisme d'inspiration allemande – lequel de toute manière désirait sauvegarder les valeurs fondamentales de 1789 dans la construction de la politique contemporaine – et les nouvelles sciences sociales qui se dissociaient ouvertement du libéralisme¹⁷.
- 16 Aussi la naissance de l'historiographie de la Révolution française comporta-t-elle des orientations bien différentes de l'autre côté des Alpes. L'histoire politique d'Alphonse Aulard, rapprochée de celle de Thiers, parce qu'elle était « à la fois ancienne et soumise à l'excès à l'idée que la Révolution aurait instauré un nouvel ordre des choses », n'eut droit qu'à un modeste compte rendu dans la *Critica*, la revue dirigée par Benedetto Croce, au cours de l'année 1903, où l'on peut lire d'ailleurs une critique aigüe de la manière de présenter sous le terme de « République plébiscitaire », le Consulat des années succédant à Brumaire¹⁸. L'histoire socialiste de Jean Jaurès, en revanche, connu dans la *Rivista di Filosofia, Pedagogia e Scienze affini*, revue des anthropologues et sociologues les plus réputés de l'époque, un compte rendu élogieux dans lequel étaient louées, « du point de vue du matérialisme historique [...] les recherches des conditions économiques ayant successivement déterminé les événements qui devaient apporter des modifications aux gouvernements et aux systèmes »¹⁹.
- 17 Ce qu'il importe de souligner ici, c'est comment, dans les mêmes années, la crise sociale italienne qui semblait capable de renverser l'ordre libéral, favorisa un regain d'intérêt pour la fin de l'Ancien Régime dont *La Rivoluzione francese*, publiée en 1905 par Gaetano

Salvemini, représente le moment le plus important. Comme on le sait, l'historien du Moyen Âge avait abordé le problème de la Révolution, sensible qu'il était à la crise de fin de siècle où démocratie et socialisme revendiquaient un rôle dans la vie politique italienne, rôle que l'État centralisé, utilisant la force, leur refusait. Grande était donc la crainte d'un écroulement du précaire équilibre sur lequel se tenait la société italienne, mais en même temps, grand était l'espoir que l'ordre établi par la Maison de Savoie serait balayé. Ainsi – sans nous interroger pour l'instant sur ses motivations – le choix de Salvemini de fixer les bornes chronologiques de ses recherches entre la convocation des États généraux et la bataille de Valmy se trouvait justifié : ce qui paraissait important à l'historien, c'était la phase révolutionnaire proprement dite, c'est-à-dire la description du concours des forces morales, intellectuelles, sociales et économiques qui avaient renversé l'Ancien Régime, permettant par là la naissance d'un ordre nouveau. Et en effet, Salvemini ne se serait pas aventuré au-delà, même si les derniers mots, consacrés, d'une part, à Bonaparte, de l'autre, à Babeuf, annoncent déjà les termes de l'affrontement qui devait se jouer sur la scène politique du XIX^e siècle ²⁰.

- 18 Les critiques de ce découpage chronologique ne manquèrent pas, à commencer par celle d'Antonio Gramsci, qui ne pensait pas soutenable qu'une étude sur la Révolution puisse s'achever à Valmy. Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, Walter Maturi continuait d'affirmer : « une histoire de la Révolution française sans Robespierre et la dictature jacobine n'est pas une histoire de la Révolution française » ²¹. Pourtant, il convient de se demander maintenant pourquoi, au début du XX^e siècle, Salvemini fit un tel choix chronologique. À cet égard, il me paraît évident que son objectif était de rassembler toutes les voix qui, à gauche, s'étaient précédemment déclarées contre la culture idéaliste et contre l'État libéral. De fait, en excluant de ses réflexions la période de la Terreur, Salvemini – qui recourait davantage aux travaux de Tocqueville et de Taine qu'à ceux de Quinet et d'Aulard – faisait des années 1789-1792, un terrain commun pour tous ceux qui refusaient le schéma libéral. L'interprétation antirobepierriste et fédéraliste, dont Salvemini demeurait un des porte-parole, la lecture de la Révolution, à la manière d'un délit politique inéluctable, comme le soutenait Lombroso, ou la dérive bonapartiste telle qu'en parlait Ferrero, restaient trois variantes de la lecture de 1789. Néanmoins, au regard de ces discordances, il était possible de rappeler combien le coup d'État de Brumaire et la diffusion du centralisme bonapartiste pendant le XIX^e siècle, ne se trouvaient pas du tout inscrits dans les premières années de la Révolution et que la victoire de la réaction ne représentait finalement qu'un dérapage du processus révolutionnaire.
- 19 Comme on peut aisément le constater, de l'interprétation de Salvemini, il ne reste aujourd'hui presque rien, car l'idéalisme, le fascisme et la conception de l'Histoire propre à l'Italie républicaine ont concouru à en effacer les traces. Néanmoins, au début du XX^e siècle, les jeux n'étaient pas encore faits et la nouvelle historiographie, mêlée à la fois de passion politique et d'attention pour les sciences sociales, – fascinée qu'elle était par la passionnante époque laïque et démocratique que vivait la Troisième République – multipliait les tentatives afin de soustraire le monde intellectuel italien à l'influence allemande et pariait sur la reprise de l'attention portée à la culture française.
- 20 À cet égard, les années de la Grande Guerre représentèrent évidemment une occasion extraordinaire, et l'alliance militaire franco-italienne comporta une reprise d'intérêt pour les origines politiques communes. Un brillant exemple est offert par la *Rivista delle*

Nazioni latine que Guglielmo Ferrero et Julien Luchaire, créateur de l'Institut Français de Florence, dirigèrent entre 1916 et 1919. Sur ce point, il est important, de rappeler combien la recherche d'une tradition historiographique latine contre l'hégémonie culturelle allemande passait par l'intermédiaire d'une nouvelle lecture de 1789 : ainsi, Ferrero, dont on a vu précédemment l'antimilitarisme, devenu entre temps interventionniste revenait sur le jugement qu'il avait formulé à propos des guerres révolutionnaires (lesquelles désormais, lui paraissaient, avoir finalement fourni une belle occasion de changer le monde) ²². De même, Ettore Rota, passé plus tard au fascisme, repérait dans le XVIII^e siècle, la date de naissance d'une politique commune aux deux nations, dont la preuve était l'existence en Italie d'un parti jacobin solidaire des développements révolutionnaires ²³. Felice Momigliano rappelait à son tour combien Mazzini était redevable à la culture politique de la France révolutionnaire ²⁴, et Corrado Barbagallo soulignait de son côté que le refus de la centralisation était né d'une tradition fédéraliste qui avait fait ses premiers pas en France pendant l'époque révolutionnaire ²⁵.

- 21 De plus, la revue accueillit des contributions d'Alphonse Aulard sur l'opinion publique européenne à la veille de la guerre ²⁶ et surtout d'Albert Mathiez, dont on publia aussi bien *La Révolution et les Étrangers* que *Danton et la Paix* ²⁷. Ce fut précisément cette initiative qui permit aux deux Français d'être, pour la première fois, favorablement accueillis en Italie. En effet si, jusque-là, les deux grands historiens de la Révolution n'étaient pas totalement inconnus – la *Rivista storica italiana* ayant donné des comptes rendus des *Études et Leçons* d'Aulard ²⁸ et de *Rome et le Clergé français* de Mathiez ²⁹ – il n'en demeure pas moins que la publication reflétait une ligne culturelle assez traditionnelle reprochant à Aulard un préjugé favorable envers la Révolution et à Mathiez de ne pas avoir une position impartiale face au problème religieux. C'est donc la petite revue parue en temps de guerre à Paris et à Florence qui se chargea de les présenter comme des figures exemplaires d'une nouvelle historiographie qui pouvait l'emporter sur la tradition allemande et forger en Italie une idéologie démocratique, alternative au libéralisme.
- 22 Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si l'on passe de la *Revue des Nations latines* à la *Nuova Rivista storica*, créée par Corrado Barbagallo, un historien proche de Ferrero, contre l'historiographie traditionnelle de la *Rivista storica italiana* et que dans les premiers comptes rendus, au lendemain de la guerre, l'on rende hommage à la méthode proposée par les deux historiens français dans les *Études robespierristes* comme dans *La Révolution française et le Régime féodal* ³⁰.
- 23 Il est important, par conséquent, de souligner comment, à la fin de la guerre mondiale, Benito Mussolini, lui-même, considérant le 14 Juillet comme l'événement marquant la naissance des nationalités modernes ³¹, l'historiographie démocratique italienne pouvait revendiquer être la seule en phase avec les études sur la Révolution menées en France. Tout cela, évidemment, ne comportait en rien le moindre alignement sur les positions de l'historiographie française : c'est Corrado Barbagallo qui, plus que personne, avait promu en Italie la connaissance du débat en France, et qui avait regretté, en 1919, le conflit désormais ouvert entre Mathiez et Aulard. À son avis, il était contradictoire de proposer une nouvelle interprétation de la fonction historique de Robespierre en effaçant par là-même celle de Danton. Il devenait dangereux d'accumuler, dans la perspective des études positivistes, de nouvelles sources historiques, si l'on se privait de la possibilité de pénétrer l'enchaînement des faits ³². En

1924 encore, tout en dressant un compte rendu très favorable du premier volume de *La Révolution française* d'Albert Mathiez, Barbagallo reprenait le traditionnel préjugé de l'historiographie italienne contre la Terreur et regrettait qu'un robespierrisme « coûte que coûte » traversât toutes les pages d'une œuvre autrement admirable ³³.

- 24 Puis vint le fascisme qui entraîna la dissolution de l'historiographie démocratique et livra à des mains nationalistes l'histoire du *Risorgimento*. Cela étant, il n'était pas juste que les voix favorables à une liaison avec l'historiographie révolutionnaire se voient soudainement réduites au silence. À cheval sur les années 1920 et 1930, la *Nuova Rivista storica* maintint au contraire, un lien avec Paris ³⁴, attesté par les comptes rendus de tous les travaux les plus importants d'Albert Mathiez. Ainsi, les appréciations sur les autres volumes de *La Révolution française*, proposés néanmoins comme un exemple de l'historiographie « montagnarde » ³⁵, ne manquent pas. On fit l'éloge de *La Vie chère*, considérée comme une contribution fondamentale à l'histoire politique et économique de la Convention ³⁶. Plus encore, c'est Corrado Barbagallo qui fut chargé de rédiger l'éloge funèbre de l'historien au lendemain de sa dramatique et subite disparition ³⁷. Ce n'est certes pas un hasard si, après la mort de Mathiez, on acheva la première traduction italienne de *La Révolution française* ³⁸.
- 25 Tous ces éléments n'impliquent pas que l'attention portée à Mathiez se soit traduite par une adhésion à son robespierrisme, de plus en plus accentué, car – d'après les considérations de Barbagallo – il paraissait évident que la passion démocratique de l'historien, et donc tous ses efforts pour sauver en bloc l'an II, nuisaient beaucoup à son appréhension aussi bien du sens profond de la Terreur que de Thermidor. C'est d'ailleurs en 1931 que Barbagallo, toujours à ce propos, ne manquait pas d'enregistrer l'attitude politique contradictoire de Mathiez, qui magnifiait Robespierre et en même temps exérait Staline, sans s'apercevoir que tous deux se rangeaient du côté du sectarisme. En retour, le mouvement démocratique en France paraissait à l'historien italien une question bien plus complexe que le seul robespierrisme, étant donné que les Girondins, les Indulgents et les Thermidoriens eux-mêmes en étaient autant de composantes ³⁹.
- 26 Ainsi, dans l'Italie des années 1930, à travers la *Nuova Rivista storica*, un lien était maintenu entre le *Risorgimento* et la Révolution française. Les écrits de Corrado Barbagallo et de Aldo Ferrari sur l'Italie et la France, de même que les premiers travaux de Baldo Peroni et de Pia Onnis sur les jacobins italiens et sur Filippo Buonarroti, en constituent autant de preuves ⁴⁰. Certes, tout ceci n'arrivait pas à s'opposer, d'une part, aux splendeurs de la francophobie fasciste et, d'autre part, au triomphe idéaliste ; mais cette ligne de tendance nous informe bien sur la tradition culturelle et politique à la base de la décision de Guglielmo Ferrero de revenir, dans son exil genevois, sur les événements de la Révolution française.
- 27 Ses travaux consacrés aux effets de 1789 dans l'histoire de l'Europe moderne sont connus : *Aventure* (1936), *Reconstruction* (1940), *Pouvoir* (1943), et surtout *Deux Révolutions*, ouvrage paru de façon posthume en 1951. Comme l'on sait, dans cette dernière étude, Ferrero fait de 1793 le tournant entre une phase révolutionnaire qui s'efforçait de créer une légitimité politique et une autre où l'impossible stabilisation aurait ouvert la voie à la Terreur et au totalitarisme. De ce point de vue, on a souvent associé les conséquences de 1789 soulignées par Ferrero aux effets de la Grande Guerre et donc à ceux de la révolution russe et à la montée du fascisme ⁴¹. Il semble, en revanche, que l'on ait passé sous silence le fait que, depuis longtemps, Ferrero plaçait la

question bonapartiste au centre des difficultés de l'histoire européenne du XIX^e siècle et que cette attention découlait du lien intellectuel avec la tradition démocratique qu'il avait fréquentée du temps de sa collaboration avec les promoteurs de la *Nuova Rivista storica*. Cet oubli ou cette ignorance risquait de faire perdre d'importantes clés de lecture pour saisir en quoi Ferrero distinguait deux révolutions dans les années qui suivent 1789 et pourquoi la seconde – celle aux traits totalitaires – aurait commencé au lendemain de la chute de la Gironde, à la suite des journées insurrectionnelles des 31 mai et 2 juin 1793. Les indices précédemment évoqués laissent, en effet, supposer que l'interprétation de Ferrero n'était pas du tout différente de celle de l'historiographie italienne au XIX^e siècle, et suggèrent au contraire qu'elle se plaçait tout naturellement dans le sillage de la tradition amorcée par Salvemini.

- 28 La différence d'interprétation entre les deux historiens italiens se trouve dans les bornes chronologiques qu'ils donnent, l'un et l'autre, à leur réflexion sur la Révolution française : tandis que Salvemini, comme l'on a vu, avait choisi la chute de la monarchie pour interrompre (et achever) son travail sur la Révolution, Ferrero, en revanche, pousse ses considérations jusqu'en 1793, seule possibilité pour lui, de penser – en face des triomphes du fascisme et du communisme – la raison profonde de l'impossibilité, au lendemain de 1789, comme après la Première Guerre mondiale, de voir une *pars construens* succéder à la *pars destruens* ⁴².
- 29 Toutefois, la lecture faite par Ferrero de l'année 1793 n'était pas neuve. Elle s'inscrivait dans une tradition historiographique démocratique et radicale qui, depuis la seconde moitié du XIX^e siècle, avait pris ses distances avec la Terreur et qui, au lendemain de la Grande Guerre, s'était révélée insensible à une réévaluation de Robespierre et du gouvernement révolutionnaire de l'an II. Ainsi, entrevoir – comme le faisait Ferrero – dans la chute de la Gironde et donc, dans la violence perpétrée par les sections de Paris contre la représentation nationale, le moment de l'effondrement définitif de la légitimité de la Convention et voir, en revanche, dans la montée de Robespierre et dans la prise du pouvoir par le Comité de salut public, le déclenchement d'un totalitarisme que Bonaparte aurait continué et développé, représentait – dans un monde récemment affecté par la même maladie politique – un cri d'alarme quant au destin de la civilisation européenne ainsi qu'une profession de foi désespérée dans la démocratie parlementaire, seul remède capable de combattre, envers et contre tous, la tragédie politique de l'Entre Deux Guerres.
- 30 Tout ceci nous montre comment la compréhension par Ferrero du phénomène des origines des dictatures modernes a marqué son interprétation du passé jacobin et, inversement, comment la lecture de l'année 1793 lui a permis de percevoir d'une manière originale les cauchemars des temps contemporains. C'est pourquoi ces réflexions se sont logiquement prolongées dans les années qui ont suivi la fin de la Deuxième Guerre mondiale, lorsque Luigi Salvatorelli, écrivant sur la révolution russe en 1917, parlait de deux révolutions, l'une inscrite dans la grande tradition démocratique de 1792 et l'autre qui eut le dessus en octobre et parut sur la scène politique, conformément au schéma violemment prévaricateur de la Terreur et du gouvernement révolutionnaire.
- 31 Cependant, dans l'Italie sortie du fascisme, les nouveaux historiens, protagonistes de la scène républicaine, allaient rapidement suivre une perspective différente, qui excluait de conserver des liens intellectuels avec les interprétations précédentes de la Révolution française et privilégiait la voie d'un rapprochement – sous les auspices de

Georges Lefebvre – de la tradition française. Une génération d'études profondément nouvelles sur le sens de la Révolution était rapidement oubliée en faveur des interprétations classiques les plus accréditées en France. Voilà pourquoi aussi de l'autre côté des Alpes, les événements de 1789 à 1799 se voyaient toujours ramenés à l'année 1793 (ou, pour mieux dire, au « robespierrisme »), construite comme moment identifiant la pratique politique de la démocratie ⁴³.

- 32 Un autre débat consisterait à discuter autour de ce que l'historiographie italienne sur la Révolution française aurait acquis à ce moment, mais aussi sur ce qu'elle aurait perdu : il me paraît cependant important de souligner que l'expérience politique et culturelle, ici esquissée, est encore aujourd'hui bien méconnue en Italie et qu'à l'origine de cette anomalie, figure l'affrontement idéologique qui a dominé la scène italienne au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, permettant à la nouvelle historiographie de confisquer à son seul profit la question de l'influence de la Révolution française dans le processus d'émergence et d'affirmation de l'Italie moderne.

NOTES

1. Voir à ce propos l'ouvrage fondamental de F. CHABOD, *Storia della Politica estera italiana dal 1870 al 1896*, Bari, 1951 ; mais aussi E. DECLEVA, *Il Compimento dell'Unità e la Politica estera*, dans G. SABBATUCCI et V. VIDOTTO (dir.), *Storia d'Italia. 2 : Il nuovo Stato e la Società civile*, Rome-Bari, 1995, pp. 112-215.
2. Cf. G. SORGE, *Interpretazioni italiane della Rivoluzione francese nel Secolo XIX*, Rome, 1973, pp. 115-37. Plus récemment, G. GALASSO, *La rivoluzione incompresa? Storiografia italiana e rivoluzione francese*, dans « Prospettive Settanta », XII, 1990, pp. 27-39.
3. À ce sujet, qu'il me soit permis de renvoyer le lecteur à mon article « Aux origines du mouvement démocratique : quelques perspectives de recherche d'après l'exemple de la période révolutionnaire, 1796-1801 », *Annales historiques de la Révolution française*, LXIX, 1997, pp. 333-348.
4. Voir A. MARIO, *Scritti politici*, Bologna, 1901, pp. 388-389.
5. A. GALANTE GARRONE, *I Radicali in Italia, 1849-1925*, Milan, 1973, pp. 252-287.
6. C. TIVARONI, *Storia critica della Rivoluzione francese*, Torino, 1881, vol. II, *Federalismo e Accentramento*, pp. 851-854.
7. *Id.*, pp. 906-907.
8. *Id.*, p. 905.
9. *Id.*, p. 948.
10. *Id.*, pp. 917-918.
11. *Id.*, pp. 850-851.
12. C. LOMBROSO, « La Delinquenza nella Rivoluzione francese », dans *La Vita italiana durante la Rivoluzione francese e l'Impero*, Milan, 1897, pp. 3-56.
13. G. FERRERO, *Il Militarismo*, Milan, 1898, pp. 261-262.
14. Voir C. PETRACONE, *Le due Civiltà. Settentrionali e meridionali nella Storia d'Italia*, Rome-Bari, 2000, pp. 153-207.
15. Voir la traduction française de l'album publié à Naples en 1899 : *La Révolution napolitaine de 1799... Album publié à l'occasion du premier Centenaire de la République napolitaine*, par les soins de B. CROCE, G. CECI, M. D'AYALA, S. DI GIACOMO, Naples, 1999.

16. Voir A. GALANTE GARRONE, *op. cit.*, pp. 357-359 et Z. CIUFFOLETTI, *Storia del PSI. Le Origini e l'Età giolittiana*, Roma-Bari, 1992, pp. 125-126.
17. L. MANGONI, *Una Crisi fine Secolo. La Cultura italiana e la Francia tra Otto e Novecento*, Turin, 1985.
18. Voir *Critica*, I, 1903, pp. 202-205.
19. Voir *Rivista di Filosofia, Pedagogia e Scienze affini*, I, 1900, vol. 2, p. 662 et I, 1900, vol. 3, p. 513.
20. À ce propos, voir les considérations de Franco Venturi à G. SALVEMINI, *La Rivoluzione francese, 1788-1792*, Milan, 1962, pp. IX-XVII.
21. W. MATURI, « Gli studi di storia moderna e contemporanea », dans *Cinquant'anni di vita intellettuale italiana, 1896-1946. Scritti in onore di Benedetto Croce per il suo ottantesimo compleanno*, Napoli, Esi, 1950, vol. I, p. 259.
22. G. FERRERO, « La Crisi morale dell'Italia », dans *Rivista delle Nazioni latine*, II, 1918, vol. III, pp. 97-98.
23. E. ROTA, « L'Intesa intellettuale franco-italiana prima della Rivoluzione », dans *Rivista delle Nazioni latine*, II, 1917, vol. II, p. 59.
24. F. MOMIGLIANO, « L'Influsso francese e l'Unità germanica secondo Giuseppe Mazini », dans *Rivista delle Nazioni latine* II, 1917, vol. II, pp. 153-154.
25. *Rivista delle Nazioni latine*, III, 1918, vol. III, pp. 198-199.
26. A. AULARD, « L'Opinione europea alla Vigilia della Guerra attuale », dans *Rivista delle Nazioni latine*, II, 1917, vol. III, pp. 1-11. Il s'agit d'un compte rendu de l'ouvrage de J. PELISSIER, *L'Europe sous la menace allemande en 1914*, Paris, Perrin, 1916.
27. A. MATHIEZ, « La Rivoluzione e gli Stranieri », dans *Rivista delle Nazioni latine* I, 1916, vol. II, pp. 517-542, vol. III, pp. 455-480 ; II, 1917, vol. I, pp. 452-473, vol. II, pp. 1-26 ; *Id.*, « Danton et la paix », dans *Rivista delle Nazioni latine* III, 1918, vol. II, pp. 218-231, 271-282, 311-319 ; vol. III, pp. 37-55, 146-168.
28. Voir *Rivista storica italiana*, XIX, 1902, pp. 67-68 ; XXI, 1904, pp. 442-443 ; XXIV, 1907, pp. 195-196 ; XXXII, 1915, pp. 71-73.
29. *Id.*, XXIX, 1912, pp. 329-330.
30. Voir *Nuova Rivista storica*, III, 1919, pp. 247-248 et IV, 1920, pp. 218. Sur la naissance de la revue, on renvoie à A. CASALI, *Storici italiani fra le due Guerre : la Nuova Rivista storica, 1917-1943*, Naples, 1980 et M. Doglio, « La "Nuova rivista storica" e la storiografia del '900 (1917-1945) », dans *Nuova rivista storica* LXIV, 1980, pp. 354-377.
31. Il est important de souligner l'existence, au cours des années de guerre, d'autres revues favorables à l'entente franco-italienne, parmi lesquelles *l'Idea latina*, où l'on trouve (I, 1918, p. 8) les souhaits de Benito Mussolini que les Français puissent renverser, après la Bastille, la maison de Hohenzollern.
32. *Nuova Rivista storica*, III, 1919, p. 248.
33. *Id.*, VIII, 1924, pp. 366-367.
34. CASALI, *op. cit.*, pp. 159-160.
35. *Nuova Rivista storica*, VIII, 1924, pp. 662-663 et XIII, 1929, pp. 235-236.
36. *Id.*, XI, 1927, pp. 407-408.
37. *Annales historiques de la Révolution française*, IX, 1932, pp. 221-223.
38. A. MATHIEZ, *La Rivoluzione francese*, Milan 1933, 3 vol.
39. *Nuova Rivista storica*, XV, 1931, 343-345.
40. CASALI, *op. cit.*, pp. 189-191.
41. Voir à ce propos les notes de L. SALVATORELLI dans *Guglielmo Ferrero : histoire et politique au XX^e siècle*, Genève 1966, pp. 16-18 en particulier.
42. Voir la préface de M. Terni à G. FERRERO, *Le due Rivoluzioni francesi*, Milano 1986, pp. I-XII.
43. À ce sujet, je renvoie à mon travail : « L'ombra di Buonarroti. Giacobinismo e Rivoluzione francese nella Storiografia italiana del Dopoguerra », dans *Storica*, V, 1999, pp. 7-67.

RÉSUMÉS

Existe-t-il une historiographie italienne sur la Révolution française avant celle de l'après-guerre ? L'article aborde cette question en lisant sous un angle novateur les nombreuses références à l'héritage démocratique transalpin dans la culture politique italienne de gauche entre XIX^e et XX^e siècle. Les lignes interprétatives de la Révolution apparues en Italie vers la fin du XIX^e siècle proposaient un jugement très négatif sur la Terreur et mettaient en revanche l'accent sur l'importance des mouvements fédératifs à l'occasion de 1793. Cette perspective originale s'est maintenue jusqu'à dans les années 1930 pour ne s'épanouir qu'au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, quand la nouvelle historiographie italienne établit un lien profond entre les jacobins italiens et les jacobins français. Aujourd'hui, cette perspective est encore largement présente dans l'université italienne, ce qui a provoqué l'effacement total de l'historiographie précédente. C'est pourquoi remonter à la première phase de l'historiographie italienne sur la Révolution permet d'apprécier le poids de la tradition révolutionnaire dans la culture politique de l'Italie moderne.

Was there ever an Italian historiography of the French Revolution prior to the post-war period? The article tackles this question by reading the many references to the transalpine democratic heritage in left-wing Italian political culture between the 19th and 20th centuries from a new angle. Interpretations of the Revolution which appeared in Italy towards the end of the 19th century adopted a very negative line on the Terror and instead emphasized the importance of the federative movements that occurred in 1793. This original perspective was sustained into the 1930s and only really evolved after the second world war, when the new Italian historiography established a profound link between the Italian jacobins and the French jacobins. To-day, this perspective is still very much present in the Italian university and has tended to obscure completely the previous historiography. Which is why a return to the first phase of Italian research on the Revolution can help us assess the weight of the revolutionary tradition in the political culture of modern Italy.

INDEX

Mots-clés : Italie, Historiographie, Fédération, Jacobins, Culture politique, jacobins, historiographie, culture politique